

## **Conférence de presse du Bureau Exécutif National du Parti pour la Libération du Peuple (PLP)**

**Date** : Mercredi 27 Septembre 2017

**Lieu** : Azalaï Hôtel

**Heure** : 14 heures

**Objet** : Situation nationale

### **Déclaration liminaire**

#### **- Chers amis de la presse nationale et internationale**

Nous sommes très heureux de vous retrouver encore une fois cet après-midi pour donner notre position sur quelques sujets brûlants de l'actualité nationale. Nous vous remercions pour votre présence massive et surtout pour l'intérêt que vous accordez aux activités du Parti pour la Libération du Peuple (PLP).

Chers amis de la presse nationale et internationale, le moment que vit le Bénin est critique, marqué par une dégradation préoccupante de l'environnement politique, social et économique. Jamais, depuis la Conférence nationale des forces vives, les divergences, les tensions, les crises, la mal gouvernance, la corruption, l'impunité et les conflits d'intérêts n'ont atteint un niveau aussi élevé. Pire, la dictature et des pratiques malsaines se sont installées dans notre pays, avec la remise en cause incessante des règles du jeu démocratique.

Dans ce contexte de multiplication des crises et des scandales politico-financiers et économiques, le Parti pour la Libération du Peuple (PLP) ne saurait se résigner à subir, comme c'est le cas actuellement avec les ralliements opportunistes tous azimuts qui agitent le monde politique ces derniers jours. Nous nous sentons donc interpellés à plus d'un titre. D'abord parce que ces crises et l'affairisme du régime du faux Nouveau Départ affectent le quotidien de nos populations, menacent notre sécurité, compromettent l'avenir des générations présente et future, l'avenir de notre pays tout comme cela arrière notre nation en matière de développement économique et social. Ensuite, les normes démocratiques s'en trouvent considérablement affectées et affaiblies.

Face à cette situation critique, le Parti pour la Libération du Peuple (PLP) entend assumer ses responsabilités devant l'histoire, se fondant sur ses valeurs et principes. C'est pourquoi, nous sommes constamment à l'initiative.

### **Mesdames et Messieurs les journalistes,**

Dans notre déclaration liminaire, nous aborderons quelques sujets d'actualité avant de vous laisser la parole pour vos questions :

- 1- Lettre du PLP au FMI
- 2- Affaire OFMAS
- 3- Dette publique
- 4- Propositions

#### **1- Lettre du PLP au FMI**

Comme vous le savez, le 11 septembre 2017, le PLP a saisi directement la Directrice Générale du Fonds Monétaire International (FMI) à Washington par rapport aux conséquences de l'exécution de contrats léonins par le Gouvernement béninois

sur les finances publiques. Trois raisons fondamentales justifient cette démarche citoyenne :

- les exonérations fiscales et douanières accordées à Bénin Control Sa, société ayant appartenu au Chef de l'Etat puis officiellement transférée à son «ami personnel et confident» Olivier Boko, et à ses sous-traitants dont Webb Fontaine Group; ces derniers par contre n'ont aucun contrat avec l'Etat béninois;
- la nature léonine du contrat du Programme de Vérification des Importations de Nouvelle Génération (PVI-NG);
- le rôle que joue «l'ami et le confident» Olivier Boko, Président du Conseil d'Administration de Bénin Control Sa, sur la plateforme portuaire.

C'est donc pour toutes ces raisons que le PLP a décidé d'alerter la communauté internationale.

Sur le premier point, il faut faire remarquer que les exonérations fiscales et douanières accordées à Bénin Control Sa, à Webb Fontaine Group et à d'autres sous-traitants, le 15 mai 2017, par le Ministre de l'Economie et des Finances, Romuald Wadagni, dans le cadre de la mise en œuvre du PVI-NG, sont massives et hors normes (au mépris du code des douanes, du code général des impôts et du code des investissements).

En d'autres termes, ces entreprises privées bénéficient indument d'exonérations des droits et taxes de douanes pendant que le trésor public manque cruellement de ressources en vue de la réalisation d'infrastructures socio-communautaires.

Avec ces avantages hors réglementation, le prestataire peut gagner 100 F et déclarer 30 F à l'Etat. Dans le cas du PVI-NG, l'Etat béninois n'a aucun moyen de vérification : absence de contrôle et de transparence totale. L'Etat qui devrait normalement exercer son contrôle régalien sur les procédures d'importation et d'exportation a plutôt concédé ses prérogatives de puissance

publique à des entreprises privées dans des conditions scabreuses. La douane béninoise n'existe aujourd'hui que de nom.

Pendant que le président de la République offre des cadeaux fiscaux à ses entreprises personnelles et à celles de ses amis et alliés, les opérateurs économiques nationaux et étrangers sont persécutés au quotidien par le fisc. Certains d'entre eux ont dû mettre les clés sous le paillason, d'autres ont préféré délocaliser leurs activités dans des pays de la sous région afin d'échapper à la terreur à eux imposée par le régime tyrannique et prédateur du Bénin Révélé.

Malgré ce sombre tableau, l'espoir est permis grâce à la vigilance du peuple. C'est ainsi que les douaniers eux-mêmes ont commencé par se rendre compte des menaces que font peser ces pratiques sur l'intérêt national.

Nous avons été agréablement surpris au PLP après la déclaration du Comité général de lutte des travailleurs de l'administration des douanes et droits indirects qui constate que, je cite : «le PVI rejeté en 2011 par les travailleurs de la douane et le peuple tout entier est revenu en force et se traduit en rapport de force en faveur du privé, Bénin Control. Les différentes structures qui jouent traditionnellement le rôle de la fonction de douanier sont jetées au placard... Les évaluations des marchandises demeurent dans les mains de Bénin Control... Autrement dit, le douanier est devenu le «klébé» de Bénin Control. Et vivent les fraudes massives, ceci au détriment du peuple. Eu égard à tout cela, les travailleurs de l'administration des douanes exigent l'étude par les structures publiques et impartiales de la faisabilité du PVI, de ses apports ou inconvénients pour les intérêts du pays». Fin de citation. Déclaration signée le 19 septembre 2017 par le président du Comité desdits douaniers, Antonin M. SEKEDE (96.94.92.79).

Ces troublantes révélations ne sont pas du fait de l'opposition politique, mais émanent des acteurs eux-mêmes, notamment les douaniers. Avant eux, ce furent les acteurs portuaires, qui sont montés au créneau, sur Sikka TV, pour faire état de la mainmise

de l'ami du chef de l'Etat, lui aussi opérateur privé, sur l'administration douanière.

Sur la nature du contrat PVI-NG, il faut dire tout simplement qu'il est totalement déséquilibré. Le grand gagnant, c'est le privé, Bénin Control, aidé de son acolyte Webb Fontaine Group. L'Etat, pour sa part, est le grand perdant. Sur la prestation relative à la «gestion automatisée et aires de dédouanement, des magasins et aires d'exportation et des terminaux à conteneurs et de la fourniture de scanners à l'aéroport», par exemple, Bénin Control Sa gagne 100.000.000 (cent millions) de F CFA HT par an, et ce pendant 05 ans.

Sur un autre aspect, on constate des manipulations constantes dans les relations contractuelles entre les deux associés que sont Bénin Control (BC) et Webb Fontaine Group (WFG). Ainsi, un contrat du 08 février 2017 prévoit que la rémunération payable à WFG par BC est de 30.000 F Cfa HT par transaction. Alors que le contrat de services du 5 août 2016, liant les deux entreprises, toujours dans le cadre de la mise en œuvre du PVI-NG, fixe la même rémunération pour les services fournis payable par BC à WFG, à zéro point trente-huit pour cent (0.38%) HT de la valeur FOB totale des importations des biens entrant sur le territoire national.

Pourquoi deux contrats de prestation de services sur la même matière pratiquement entre les deux associés en l'espace de quelques mois ? Qu'est-ce qui justifie le changement du mode de rémunération de WFG ? Pourquoi les usagers du port continuent-ils de payer la prestation de tracking alors qu'elle n'est pas encore opérationnelle selon les acteurs portuaires ? Que gagnent finalement l'Etat et les acteurs portuaires dans toutes ces manipulations entre coquins?

C'est clair qu'il y a une opacité complète dans la gestion de la plateforme portuaire. L'Etat béninois est spolié. Et c'est déjà heureux que les douaniers eux-mêmes s'en rendent compte et

dénoncent ce contrat, qui, en réalité, fait plus de mal aux recettes douanières qu'il ne les sécurise.

Selon La Lettre du Continent, Olivier Boko aurait été nommé Chargé de mission du monarque présidentiel. A ce jour, l'information n'a pas été démentie. Si elle venait à être confirmée, ce serait encore plus grave. Le Chargé de mission d'un chef d'Etat est un agent public qui ne doit pas nager dans la mer des conflits d'intérêts. L'article 10 de la loi N°2011-20 du 12 Octobre 2011 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes en République du Bénin «interdit à tout agent public, l'exercice par lui-même ou par personne interposée, à titre professionnel, d'une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit».

Le FMI est l'un de nos partenaires stratégiques en matière de développement. C'est donc normal qu'il soit saisi dans un contexte de mobilisation internationale pour la lutte contre les biens mal acquis par des gouvernants au détriment de leurs populations démunies. Le FMI est également engagé dans l'exigence de transparence dans les transactions et la gestion des pays, surtout les plus pauvres comme le nôtre. Il lui revient de prendre ses responsabilités pour nous aider à sauver nos finances publiques.

Le retour que nous avons de notre lettre du 11 septembre 2017 adressée au FMI prouve qu'elle n'est pas tombée dans les oreilles de sourd. Nous sommes convaincus que c'est dans la bonne gestion des affaires publiques que nous pourrions mieux dépenser nos ressources, financer nos efforts de développement, satisfaire les besoins sociaux de nos populations, offrir à notre secteur privé les meilleures conditions d'épanouissement, et ouvrir à notre jeunesse de nouvelles perspectives d'éducation, de formation et d'emploi.

## **2- Affaire OFMAS**

OFMAS International Sa est en passe de détenir la palme d'or du plus grand scandale politico-financier sous la Rupture : 164,5 milliards de F Cfa. En bon prédateur, le Gouvernement a mis en place un véritable système d'escroquerie de l'Etat béninois. Le but était, ni plus ni moins, de gonfler les chiffres (surfacturer la commande publique) et prétexter du mode BOT pour vider les caisses de l'Etat.

Ce nouveau scandale, qui aura des répliques encore plus fortes, implique des personnalités politiques et l'entreprise OFMAS International Sa. Il éclabousse le régime du faux Nouveau Départ et montre à suffisance comment le Gouvernement du Bénin, depuis le 06 avril 2016, est englué dans des arrangements illégaux dans le seul but de siphonner le trésor public. Avec des dirigeants malhonnêtes, des cadres complices et des politiciens corrompus, l'Etat ne peut qu'être grugé.

Depuis l'éclatement de cette crise sans précédent, les sorties médiatiques des dignitaires et défenseurs du régime se sont enchaînées, et les questions n'ont cessé de surgir. Nous voulons tous le développement de Porto-Novo. Mais nous ne voulons pas un développement sur fond de scandales politico-financiers. Cela nuit gravement à l'image de tout le pays.

Le compte rendu du Conseil des Ministres du 29 mars 2017 a été on ne peut plus clair sur l'exécution des travaux d'aménagement et de bitumage de certains axes routiers dont la Rocade de Porto-Novo (section 1) allant de Beau rivage au début du Boulevard du cinquantenaire en 2X2 voies prenant en compte le pont de Zounvi et la rue des manguiers menant à l'Assemblée nationale (9,5Km) et l'axe Porto-Novo/Pobè/Obèlè/Frontière du Nigeria (79 Km) et la bretelle Zian/Igolo/Frontière Nigéria (12,09Km), ainsi que l'axe Pobè/Adja-Ouèrè/Ouinhi (22,10 Km). Le Conseil des Ministres avait autorisé l'exécution des 122,7 km de voies en mode BOT pour un coût total de 164,5 milliards de F CFA.

Dans un premier temps, l'exécution des travaux avait été confiée à l'entreprise sud-africaine STEFANUTI. «Malheureusement, celle-ci n'a pu obtenir l'assurance de financement auprès de son institution bancaire. La Convention de financement n'a pu être signée. Par ailleurs, il apparaît que les conditions de financement convenues avec OFMAS International sont meilleures que celles de l'entreprise initialement retenue», annonçait le Secrétaire Général de la Présidence de la République, Pascal I. Koupaki, dans son point de presse du 29 mars 2017.

Si le marché a été attribué à OFMAS International Sa en gré à gré – en violation de la Loi N°2009-02 du 07 août 2009 portant code de passation des marchés publics et des délégations de service public en République du Bénin et de la Loi N°2016-24 du 11 octobre 2016 portant cadre juridique du Partenariat Public- Privé en République du Bénin – cela voudrait dire que le nouvel adjudicataire du marché a pu prouver au Gouvernement, la disponibilité du financement. Or, les derniers développements montrent clairement que cette entreprise est incapable, elle aussi, de mobiliser les ressources, et qu'en son lieu et place, et contrairement aux principes qui gouvernent le mode BOT, le Gouvernement lui a avancé 20 milliards de F Cfa alors qu'il nous parlait de préfinancement par l'entreprise OFMAS.

Si tant est que le Gouvernement voulait préfinancer les travaux, pourquoi l'entreprise sud-africaine n'a-t-elle pas bénéficié des mêmes faveurs ? Si l'Etat avait les moyens, pourquoi lui-même ne réalise-t-il pas directement les travaux pour faire des économies au Trésor ? C'est un secret de polichinelle que si c'est l'Etat, le coût par km serait forcément moindre. Lorsque c'est une entreprise privée, c'est clair que le montant sera très élevé. Et c'est le cas actuellement. Dans d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Togo tout près, l'exécution des travaux du même genre n'a pas coûté autant à l'Etat. On est en droit de se poser des questions sur la complicité entre le Gouvernement et OFMAS.

Permettez-moi, chers amis de la presse, de vous faire un petit rappel. Beaucoup de nos compatriotes se souviennent encore des diatribes d'un certain syndicaliste, Jacques Ayadji, qui informait le peuple béninois que l'homme d'affaires Patrice Talon n'est pas qualifié pour diriger le Bénin. Il s'était présenté sur plusieurs plateaux médias à l'annonce de la candidature à la présidentielle de Patrice Talon avec des attaques d'une rare violence. C'est le même Jacques Ayadji aujourd'hui, révélé par la Rupture, une fois au couvent, qui vient prendre la défense de ce même Gouvernement englué totalement dans le faux et l'usage de faux.

Face à ce gros scandale politico-financier, le PLP exige la mise en place sans délai d'une commission d'enquête indépendante pour situer les responsabilités, hors du cadre de l'Assemblée Nationale



et des organisations non gouvernementales complices du régime. Il s'agira aussi et surtout d'enquêter sur tous les marchés PPP attribués par la procédure de gré à gré ou non, dans lesquels l'Etat a pris la place des entreprises dans la mobilisation des ressources, plutôt que le contraire. Les Béninois ont le droit d'avoir le point des milliards décaissés au Trésor public au profit des entreprises privées dans les mêmes conditions de préfinancement.

Dans un pays sérieux, les affaires du genre devraient intéresser la justice pour situer l'opinion publique, surtout après la sortie du Directeur Général des Infrastructures et des Transports.

Face au mutisme flagrant des institutions de la République et de la société dite civile devenues des chambres d'enregistrement de la Rupture, vous comprenez, chers professionnels des médias, pourquoi le PLP a eu recours à des organismes internationaux tels que le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale et Transparency International afin que ces actes de parjure et de haute trahison ne restent pas impunis.

Le PLP utilisera tous les moyens légaux pour empêcher le Gouvernement d'user de la rage et de la ruse pour détourner l'attention du peuple en multipliant les scandales.

### **3- Dette publique**

La situation macroéconomique et financière du Bénin est dégradante. L'inquiétude est de plus en plus grande quant à la

capacité financière du Bénin à assurer le service de la dette, vu que le Gouvernement, incapable de mobiliser les ressources nécessaires pour financer son programme d'actions, fait grimper le tableau de la dette publique. Du coup, la stabilité macroéconomique est menacée, puisque le rythme de la croissance de la dette a augmenté.

Le gouvernement s'est engagé auprès du FMI à ne pas dépasser la barre des 50% du taux d'endettement public. Fin juin 2017, le taux d'endettement public est passé de 42% au 31 mars 2016 à 53% au 30 juin 2017, soit une augmentation de 11% en 15 mois de gestion, en raison principalement des emprunts obligataires et émissions de bons du Trésor.

Nous interpellons encore une fois les institutions de Bretton Woods sur les conséquences de la course folle du Gouvernement béninois à l'endettement à tout prix. Nous les invitons aussi à mener une enquête sur le terrain pour voir si les Béninois mangent aujourd'hui à leur faim. Elles pourront constater les effets néfastes des privatisations opaques, sauvages et inhumaines des entreprises publiques sur les ménages.

## **Propositions et conclusion**

Le développement inclusif et solidaire, qui sous-tend la vision du PLP d'un Bénin de tous et pour tous, doit être au cœur des préoccupations du Gouvernement. Nous saluons la décision du Gouvernement d'introduire l'enseignement de l'anglais au cours primaire dès cette rentrée scolaire 2017-2018. La langue étant un facteur de développement, nous l'encourageons à faire de l'enseignement de nos principales langues nationales à l'école, la priorité majeure.

Le devoir du Gouvernement est de rester dans le temps de l'action, pour répondre aux aspirations légitimes de tous à une vie meilleure. Et pour y arriver, nous lui proposons de :

- ouvrir sans délai un dialogue politique national inclusif pour discuter des questions relatives à la gouvernance de notre pays et aux réformes politiques qu'il s'apprête à insérer en catimini dans le nouveau code électoral. Nous n'accepterons jamais l'adoption de lois ou d'un code électoral taillés à la mesure du roi et de ses princes encore moins la mise en place d'une réforme du système partisan tronquée. C'est d'ailleurs pourquoi nous exigeons le dialogue politique national pour que toutes ces questions puissent être débattues dans un climat serein, sain et constructif. Ignorer notre appel et foncer tête baissée, comme cela a été le cas pour le projet de révision constitutionnelle, sera suicidaire pour notre pays.

- rendre l'éducation et la santé accessibles à tous, dans nos villes et dans nos campagnes;

- renforcer véritablement le programme de microcrédits aux plus pauvres et les initiatives visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes;

- donner au secteur privé toute l'importance requise en tant que créateur de richesse;

- établir une relation de confiance et de partenariat entre l'administration publique et le secteur privé;

- faire un effort de solidarité en faveur des populations les plus modestes;

- éviter de passer tout son temps à chercher des boucs émissaires, mais plutôt consacrer son énergie aux solutions qui sont à sa portée et entre ses mains;

- tourner résolument le dos à tout ce qui pourrait l'éloigner d'une bonne gouvernance visible par tous, et salutaire pour le développement de notre pays et sa crédibilité sur la scène internationale;

- promouvoir réellement la politique de bonne gouvernance à tous les échelons de l'Etat et de ses démembrements.

L'appel du PLP à la vigilance et à la mobilisation du peuple béninois est net et sans détour. Avec la Rupture, la République, ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la démocratie et l'Etat de droit sont en danger. Nous combattons tous les choix antisociaux et antidémocratiques du Gouvernement dit de la

Rupture. Nous lui ferons barrage, les yeux ouverts sur la suite, malgré les persécutions, les intimidations, les menaces d'empoisonnement et d'emprisonnement, les filatures et les injures.

L'humiliation que subit le peuple béninois au quotidien ne peut pas rester sans réplique. Nous en appelons à la responsabilité et à l'action citoyenne des Béninoises et des Béninois. Car, c'est dans un esprit clairvoyant et déterminé que nous gagnerons la bataille de la libération de notre pays. Ne perdons plus de temps. Osons sauver le Bénin.

**Vive la démocratie**

**Vive le PLP**

**Vive le Bénin**

**Nous vous remercions !**